

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Dictature-argentine-La-justice-dispose-enfin-des-noms-des-civils-et-militaires-qui-ont-travaille-pour-le-bataillon-601>

# **Dictature argentine La justice dispose enfin des noms des civils et militaires qui ont travaillé pour le bataillon 601**

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -  
Date de mise en ligne : mercredi 27 janvier 2010

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le gouvernement argentin a livré des informations au Pouvoir Judiciaire sur les civils et les militaires qui ont fait partie de la structure de renseignement de l'armée durant la dictature. Jusque là aucune affaire judiciaire ne concernait le bataillon 601, comme l'explique Diego Martínez dans un article paru dans [Página 12](#).**

Pour la première fois depuis le retour de la démocratie, les procureurs et juges qui instruisent les dossiers de crime contre l'humanité disposent des noms et des responsabilités spécifiques des officiers, sous-officiers et aussi des civils qui ont participé à des organismes de renseignement durant la dictature. On parle du bataillon 601 et des détachements et sections dans les principales villes du pays, des unités camouflées et éloignées des prisons où travaillent ceux qui interrogeaient les personnes enlevées et séquestrées dans les centres clandestins de torture, ceux qui traitaient l'information extorquée sur les tables de torture, et où rendaient compte des centaines de civils qui avaient infiltré les entreprises, syndicats, universités, organisations sociales à la recherche de subversifs potentiels, explique Diego Martínez, [Página 12](#).

Les éléments les plus importants furent apportés ces derniers mois par le programme « Vérité et Justice » et par l'ANM-Archivo Nacional de la Memoria- qui dépendent du ministère la Justice, Sécurité et Droits de l'homme. C'est lui qui a élaboré et transmis les rapports aux juges sur les personnes concernées, leurs tâches, assignées et réalisées. L'ANM a établi une liste avec les noms et catégories (production d'information, analyse, ...) dans la quelle sont passés en revue les 1599 civils du Bataillon 601, et les 2353 autres répartis dans les autres bureaux et sections du pays, plus 345 officiers de l'armée qui ont participé d'une façon ou d'une autre.

Les rapports correspondent à la structure de l'Armée de terre qui avait le contrôle territorial après le coup d'Etat et qui, en plus de civils dans ses rangs, comptaient avec du personnel de la police de la gendarmerie, de la préfecture, du SIDE, et des éléments de l'extrême droite liés à la Triple A. Reste pour l'exécutif à rassembler les milliers de noms de ceux qui ont fait pareil pour la Marine et l'armée de l'air.

"Le 601 était intégré par des représentants de tous les services d'intelligence du pays, que devaient appuyer tous les organismes du pays", a expliqué en 1986 celui qui fut son chef en 1976 et 1977, le général Alberto Valín, qui est mort impuni, cite [Página 12](#). "C'étaient les spécialistes de l'interrogatoire, les seuls qui savaient le faire. Ils opéraient dans tout le pays, en civil. Grâce à eux on a gagné la guerre » a souligné durant sa déclaration préliminaire le général Santiago Riveros, ex-comandant des « Institutos Militares de Campo de Mayo ».

"La disparition est le travail du 601", affirmaient des officiers de l'ambassade des Etats-Unis dans un mémo d'avril 1980, et de souligner plus loin que les militants « montoneros » quand ils revenaient en Argentine étaient séquestrés dans la « prison secrète de Campo de mayo » et qu'ils y étaient » interrogés et disparaissaient en permanence.

Malgré son rôle central dans la répression aucun juge ou procureur n'a enquêté sur les ramifications complexes du bataillon 601. Le premier des ex-chefs qui a eu un procès, c'est l'ex-colonel Alberto Tepedino, jugé à San Martín avec le dictateur Reynaldo Bignone et un groupe d'ex- chefs de Campo de Mayo. Le juge n'a enquêté que sur le rôle de ses membres dans la disparition des militants qui revenaient au pays dans les années 1980, souligne

[Página 12](#) .

En 2007, le colonel Jorge Arias Duval, chef de la " Central de Reunión" du 601, et sept membres de son équipe ont été poursuivis. L'épicentre des interrogateurs du 601, admirés par Riveros, était justement le Campo de Mayo. Mais pour le moment en dehors de quelques chefs , les autres membres notamment les civils n'ont pas encore été poursuivis. Désormais la justice à les éléments pour le faire.

El Correo d'après [Página 12](#) , le 27 janvier 2010